

Résistance sociale, alternative politique

lundi 17 septembre 2007, par [DUVAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 9 septembre 2007).

Alors que la rentrée politique et sociale est marquée par l'accélération des attaques menées par le gouvernement, mais aussi par la poursuite des manœuvres de Sarkozy pour neutraliser le PS et les directions syndicales, la direction nationale de la LCR, les 8 et 9 septembre, a discuté des axes de riposte et des initiatives politiques à prendre.

La résolution majoritaire de la direction nationale (DN) de la LCR (76 % pour, 24 % contre) insiste sur la nécessité d'une opposition unitaire frontale prenant appui sur les contradictions de l'entreprise Sarkozy, notamment sur la question du pouvoir d'achat, qui peut devenir explosive au fur et à mesure que les promesses de campagne - « gagner plus » - perdront toute crédibilité avec la stagnation des salaires et la hausse des prix. Un large accord s'est dégagé sur la nécessité d'être à l'initiative de la résistance unitaire face au Medef et à Sarkozy, la lutte contre le projet de « franchise médicale » constituant la première échéance de mobilisation, le 29 septembre prochain.

Au-delà, se pose la question d'initiatives dans les secteurs directement concernés par les premières mesures gouvernementales à venir : les transports (avec le service minimum et l'attaque contre les « régimes spéciaux »), l'Éducation nationale, les universités. Mais l'ampleur de l'attaque de la droite, comme la déroute idéologique et morale de la gauche institutionnelle, posent avec acuité la question d'une réponse politique globale et de la construction d'une nouvelle représentation pour le monde du travail, d'un nouveau parti anticapitaliste. Cette perspective - au cœur de l'université d'été de la LCR et de l'appel qu'y a lancé Olivier Besancenot - correspond aux exigences de la situation politique et rencontre, d'ores et déjà, intérêt et attente. Pour avancer, la décision a été prise de multiplier, dans les semaines qui viennent, les rencontres dans les quartiers, les communes, les entreprises, les zones industrielles. Ces discussions seront proposées en priorité aux militants associatifs, aux syndicalistes, aux salariés en lutte que nous avons rencontrés, notamment lors de la campagne présidentielle. Parallèlement, la LCR proposera des rencontres nationales et locales aux organisations et courants politiques qui pourraient être intéressés par cette perspective.

Les divergences exprimées par la résolution minoritaire (24 % pour, 76 % contre) portent, pour l'essentiel, sur les contours du projet de nouveau parti, conçu alors comme résultant de la convergence de courants politiques, de secteurs sociaux, de nouvelles générations, impliquant que la LCR prenne des initiatives pour « favoriser l'apparition de nouveaux espaces de débat et d'action regroupant les secteurs antilibéraux de la gauche ».

La DN a également fixé la démarche de la LCR pour les élections municipales de mars 2008 (77 % pour, 5 % d'abstentions et 18 % ne participant pas au vote) : constituer, dans un maximum de communes, des listes de rassemblement anticapitaliste autour d'une plate-forme de mesures d'urgence concrétisées sur le terrain municipal, en toute indépendance par rapport à la gauche institutionnelle. Pour le second tour, la LCR donnera ses consignes de vote (ou, localement, de proposition de fusion technique de listes), avec la volonté de contribuer à la défaite de la droite, mais en tenant compte des conditions locales de la campagne et, naturellement, sans appeler à voter

pour des listes de gauche qui intégreraient le Modem (parti de François Bayrou).

Enfin, cette réunion de DN a constitué une étape importante dans la préparation du prochain congrès national de la LCR, les trois-quarts de la DN ayant décidé de prendre en compte - comme base de travail - un texte centré sur la démarche de construction, dans les mois et les années qui viennent, d'un nouveau parti anticapitaliste. La prochaine réunion de la DN (20 et 21 octobre) adoptera les textes qui seront ensuite soumis à la discussion et au vote des militants et des militantes. Finalement, pour avoir un temps de débat qui permette à chacun et à chacune de s'y impliquer effectivement et de trancher en toute connaissance de cause, le congrès national aura lieu du 24 au 27 janvier prochain.

P.-S.

* Rouge n° 2218 du 13 septembre 2007.